

RAPPORT DE LA COMMISSION CREEE PAR  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AVEC  
LES OFFICIERS LE 04 DECEMBRE 1991 A  
L'ECOLE SUPERIEURE MILITAIRE.

31

KIGALI, le 21 DEC 1991

LES MEMBRES DE LA COMMISSION

- Col BAGOORA Théoneste
- Col HAKIZIMANA Pontien
- Col GASBINZI Marcel
- Col MUBIRUKA Dée
- Col MUBERUKA Félicien
- Lt Col NEMWYUMVA Anatole
- Maj BAHUPITE Juvénal
- Maj CYIZA Augustin
- Maj NTARAKUZE Aloys
- Cdt KARANGWA P. Claver.

CONTENU DU RAPPORT

I. INTRODUCTION

- A. Mandat de la Commission
- B. Génèse de l'agression INYENZI-INKOTANYI contre le RWANDA

II. DEFINITION ET IDENTIFICATION DE L'ENNEMI

- A. Définition de l'ennemi
- B. Identification de l'ennemi
- C. Les milieux ennemis: - 1) Groupes sociaux de recrutement  
- 2) Milieux d'activistes

III. SITUATION ENNEMIE

A. Organisation politique et militaire Rwi

- 1. Les organes
- 2. Les fonctions
- 3. Les autorités du YPR

B. OBJECTIFS MOYENS ET METHODES

- 1. Objectifs
- 2. Moyens et méthodes

a. Période préparatoire de la guerre

- (1) Action politique
  - (a) Action ennemie à l'extérieur
  - (b) Action ennemie à l'intérieur
- (2) Action militaire.

b. Période de la guerre

- (1) Première phase
  - (a) Etape 1
  - (b) Etape 2
- (2) Deuxième phase
- (3) Les moyens politiques, proprement dits
- (4) Moyens militaires, proprement dits
  - (a) Moyens humains
  - (b) Moyens matériels.

3. Sources de financement

C. ATOUTS ET FAIBLESSE DE L'ENI

1. Les atouts

- a. Atouts politiques de l'Eni
- b. Atouts militaires de l'Eni

2. Les faiblesses

- a. Faiblesses politiques
- b. Faiblesses militaires.

IV. SITUATION AMIE

A. Situation politique

- 1. Avant le déclenchement de la guerre
- 2. Evolution.

.../...

- a. Première phase
- b. Deuxième phase

B. LA SITUATION MILITAIRE

1. Avant le déclenchement de la guerre

- a. Organisation des FAR
- b. Les moyens.

2. Evolution

a. Première phase

- (1) Première étape
- (2) Deuxième étape

b. Deuxième phase

- (1) L'organisation des FAR
- (2) Les moyens actuels.

C. LES ATOUTS ET FAIBLESSES

1. Les atouts

- a. Politiques
- b. Militaires.

2. Les faiblesses

- a. Les faiblesses politiques
- b. Les faiblesses militaires

V. LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE

- A. Les enseignements d'ordre politique
- B. Les enseignements d'ordre militaire.

VI. RECOMMANDATIONS

- A. Les recommandations d'ordre politique
- B. Les recommandations d'ordre militaire.

RAPPORT DE LA COMMISSION CREEE PAR LA REUNION DU  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AVEC LES OFFICERS LE  
04 DECEMBRE 1991 A L'ECOLE SUPERIEURE MILITAIRE

I. INTRODUCTION

A. Mandat de la commission

Que faut-il faire pour vaincre l'ennemi sur le plan militaire, médiatique et politique?

B. Gènes de l'agression INYENZI-INKOTANYI contre le RWANDA

- En 1959, une révolution des masses populaires renverse le pouvoir monarchique au RWANDA au profit des institutions démocratiques et républicaines.

Les TUPESI extrémistes tenants du régime féodal déchu refusent de reconnaître la victoire de ladite révolution, victoire confirmée par les résultats des élections communales de Juin 1960 et ceux du Référendum du 25 Septembre 1961, pourtant organisé par l'ONU sur leur propre demande et choisissent le chemin de l'exil vers les pays limitrophes notamment le BURUNDI et l'UGANDA à partir desquels ils commencent d'organiser des incursions armées contre le RWANDA aussitôt après la proclamation de son indépendance le 01 Juillet 1962 en vue de détruire la jeune République défendue par sa jeune armée aux moyens humains et matériels encore maigres. Les premières attaques INYENZI débouchent de la frontière Rwando-Ugandaise dans les Préfectures de RUKESORERI région des volcans et de BYUMBA notamment dans la région du MUTARA. Les échecs des INYENZI sur cette frontière Rwando-Ugandaise ne les désarment pas; au contraire ils redoublent leur acharnement mais changeant de front et orientent leurs attaques sur la frontière Rwando-Burundaise.

Le 21 Décembre 1963, ils attaquent par le BUGESERA et sont arrêtés par la Garde Nationale au Pont KANZENZE. Ils lancent d'autres attaques presque simultanées au MUTARA et à BUGESERA toujours sans succès.

Les INYENZI au lieu d'abandonner leur projet, prennent deux ans de préparation (1964-1965) pour attaquer successivement en 1966 la quasi totalité de la frontière Rwando-Burundaise où certaines attaques sont simultanées.

En Juin 1966: Attaque dans la région de KIBUNGO (BUTAMA).

En Octobre 1966: Attaques quasi simultanées dans les régions du BUGESERA et de NSHILL.

Vaincus sur ces différents fronts, les INYENZI cherchent à obtenir le contrôle de la forêt de NYUNGWE en attaquant la région de BWEYEYE de Décembre 1966 à Janvier 1967. Encore une fois les INYENZI sont vaincus par la Garde Nationale.

.../...

Après cette période d'attaques des INYENZI de 1962-1967, le Gouvernement de la Première République pense que les tenants du régime féodal sont vaincus définitivement et que seul le problème de réconciliation nationale lié à celui des réfugiés restait posé. Mais ce problème fondamental est noyé dans les questions du régionalisme provoqué notamment par le partage inégal du maigre gâteau national.

Faut-il également noter que la Révolution de 1959 au RWANDA et les différentes attaques des INYENZI qualifiées de Tutsi contre Hutu ont fait tâche d'huile au BURUNDI: En 1972 les Tutsi burundais décident de résoudre une fois pour toutes le problème de revendication du pouvoir de la majorité burundaise Hutu par l'extermination de tout Hutu burundi sachant lire et écrire. La mise en exécution de ce plan baptisé SIBANAHITSE provoque l'arrivée massive des Hutu burundais au RWANDA et la colère des Hutu rwandais qui, ne pouvant pas faire secourir leurs consanguins, orientent leur indignation auprès de leurs concitoyens Tutsi. Cette tension interethnique doublée par les dissensions politiques et régionales va précipiter la chute de la Première République qui n'est plus à mesure de réunir les conditions requises pour poursuivre l'étude de ce problème de réconciliation nationale.

- La Deuxième République croit mieux faire en fondant un seul parti politique où tous les Rwandais sans distinction d'appartenance ethnique, religieuse ou régionale sont mobilisés au travail motivé, le seul qui procure à la fois bénéfice et épanouissement. Les Hutu convaincus de cette politique de Paix et de Concordance Nationale s'endorment sur leurs lauriers pendant que les Tutsi extrémistes et nostalgiques du pouvoir trouvent un moment propice de reprendre les préparatifs pour la reconquête du pouvoir. Ils phagocytent les autorités à tous les niveaux notamment par les alliances de mariage et les cadeaux de toutes sortes. Ils parachèvent leurs stratégies en mettant leurs filles voire leurs femmes à la disposition des Hutu influents déjà satisfaits. En contrepartie, ces autorités facilitent aux Tutsi la conquête rapide du pouvoir économique qui va leur permettre naturellement d'imposer leur volonté dans l'appareil de l'Etat et de réunir les moyens humains et matériels pour renverser le pouvoir en place le moment venu. Ils n'ont JAMAIS oublié comment, depuis quatre siècles environs, ils ont exterminé les monarques Hutu qui naïvement étaient tombés l'un après l'autre sans pouvoir opposer aucune résistance à leur stratégie séculaire déjà évoquée.

.../...

La mise à mort de MASHIRA, Mwami du NDUGA et l'extermination de tous ses descendants par le monarque du RWANDA Rwa GASABO à la fois son gendre et son beau-frère, à l'occasion d'une visite de courtoisie que celui-ci lui rendit, illustre parfaitement la perfidie héréditaire du Tutsi sanguinaire. Sa nature sanguinaire se manifeste à travers son comportement qui a toujours privilégié les cruautés. Son châtiment traditionnel, qui consistait à tuer même son consanguin tombé en disgrâce avec tous ses descendants mâles pourtant innocents, est une preuve incontestable de cette nature sanguinaire.

- La situation géopolitique de la région depuis 1973 jusqu'au 01 Octobre 1990, jour du déclenchement de l'Aggression des INKOTANYI venus de l'UGANDA est aussi favorable aux préparatifs des agresseurs.

Au BURUNDI, bastion de la majorité des réfugiés rwandais, une minorité Tutsi est au pouvoir et se sent toujours menacée par le courant qui a porté au pouvoir la majorité Hutu au RWANDA. En UGANDA, les réfugiés Tutsi parviennent à se faire recruter nombreux dans l'Armée Ugandaise. Sous le régime IDI AMIN DADA, ils se distinguent par leurs cruautés légendaires en exterminant les LANGI et les ACHOLI encore fidèles à OBOTE en exil en TANZANIE. A la chute d'IDI AMIN, ils parviennent à rejoindre le tandem OBOTE-MUSEVENI. Enrôlés dans le maquis par MUSEVENI, ils vont aider celui-ci à la prise du pouvoir à KAMPALA en 1986. A partir de cette année la diaspora Tutsi sait déjà qu'elle dispose de sa propre armée au sein de l'Armée Ugandaise. Les organisations militaire et politique sont mises en place. Dès 1987 les réfugiés Tutsi décident à SACRAMENTO (USA) leur retour au pays par la force. Les préparatifs sont multipliés et les recrutements se font dans les pays limitrophes et au RWANDA pour compléter les rangs des INKOTANYI.

La sensibilisation des milieux internationaux sur le problème des réfugiés rwandais est accélérée. La guerre médiatique déjà commencée par l'Eni redouble d'ampleur pour dénigrer le Gouvernement Rwandais notamment dans les milieux occidentaux qui regroupent la plupart de nos bailleurs de fonds. Les partisans de l'Eni commencent à désorganiser l'appareil économique et politique du pays pour mettre en évidence l'incapacité du pouvoir en place de gérer la crise ainsi créée, tandis que dans la région du MUTARA particulièrement, l'ennemi organise un banditisme armé qui se révélera plus tard être la reconnaissance et un test de la capacité de réaction des services de sécurité.

.../...

Les Tutsi extrémistes qui voient approcher le jour de l'attaque des INYENZI-INKOTANYI commencent à provoquer les Hutu pour déclencher une guerre civile qui doit servir de prétexte à l'agresseur pour intervenir en libérateur du peuple en désarroi. Les autorités Hutu de tout rang entendent dire que les réfugiés rwandais s'organisent pour rentrer par la force, mais les services concernés minimisent l'importance de cette information pourtant devenue vulgaire. Rien n'est donc fait pour faire face à cette éventualité jusqu'au jour du déclenchement de l'agression du pays par les INKOTANYI venus de l'UGANDA le 01 Octobre 1990.

- L'éternelle volonté Tutsi de domination qui se manifeste chez les peuplades de même souche de la région des Grands Lacs est à la base de l'agression actuelle des INYENZI-INKOTANYI.

a. Le Tutsi perfide et sanguinaire développe depuis des siècles une idéologie d'une race tutsi supérieure à laquelle appartiennent la domination et le pouvoir. De ce fait il refuse son intégration dans la population et cherche toujours par tous les moyens à assujettir le Hutu pour reconquérir le monopole du pouvoir qu'il a perdu suite à la Révolution Sociale de 1959 dont il ne veut pas entendre parler.

b. Le Hutu, naturellement naïf et débonnaire, ne comprend pas encore que le fait même d'être majoritaire ne le met pas à l'abri de la menace de la minorité Tutsi qu'il sous-estime à tort en oubliant aussitôt son assujettissement par le Tutsi pendant quatre siècles environ sans pouvoir s'en débarrasser. C'est donc sur cette inconscience séculaire du Hutu inoffensif que le Tutsi fonde l'idéologie de sa race supérieure prédestinée à dominer son entourage. Tant que la majorité Hutu ne parvient pas à imposer constamment son droit de leadership en tant que majorité de manière à casser définitivement la volonté de domination de la minorité Tutsi, il est actuellement impossible de prévoir la fin du conflit séculaire Tutsi contre Hutu.

## II. DEFINITION ET IDENTIFICATION DE L'ENNEMI

### A. DEFINITION DE L'ENI

L'ennemi se subdivise en deux catégories:

- L'ennemi principal
- Les partisans de l'ennemi principal.

1. L'Eni principal est le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui n'a jamais reconnu et ne reconnaît pas encore les réalités de la Révolution Sociale de 1959, et qui veut reconquérir le pouvoir au RWANDA par tous les moyens, y compris les armes.

.../...

2. Le partisan de l'Eni est toute personne qui apporte tout concours à l'Eni principal.

#### B. IDENTIFICATION DE L'ENNEMI

L'Eni ou son partisan, qu'il soit Rwandais ou étranger, de l'intérieur ou de l'extérieur, est reconnu notamment par l'un des actes ci-après:

- prendre les armes et attaquer le Rwanda
- acheter des armes pour les combattants de l'Eni
- cotiser de l'argent pour soutenir l'Eni
- appuyer matériellement l'Eni, sous n'importe quelle forme
- faire de la propagande favorable à l'Eni
- effectuer des recrutements au profit de l'Eni
- se livrer à l'intoxication de l'opinion publique par la propagation de rumeurs et fausses informations
- se livrer à l'espionnage au profit de l'Eni
- divulguer le secret militaire au profit de l'Eni
- être agent de liaison ou passeur au profit de l'Eni
- organiser ou se livrer à des actes de terrorisme et de sabotage pour appuyer l'action de l'Eni
- organiser ou provoquer des révoltes, des grèves et désordres de toutes sortes pour soutenir l'action de l'Eni
- refuser de combattre l'Eni
- refuser de satisfaire aux réquisitions de guerre.

Les opposants politiques qui veulent le pouvoir ou le changement pacifique et démocratique du régime politique actuel au RWANDA ne sont pas à confondre avec l'Eni ou les partisans de l'ennemi.

#### C. LES MILIEUX ENNEMI

##### 1. Groupes sociaux de recrutement

L'Eni et ses partisans se recrutent essentiellement parmi les groupes sociaux suivants:

- les réfugiés Tutsi
- la NRA
- les Tutsi de l'intérieur
- les Hutu mécontents du régime politique en place
- les sans-emplois de l'intérieur et de l'extérieur du Rwanda
- les étrangers mariés aux femmes Tutsi
- les peuplades nilo-hamites de la région
- les criminels en fuite.

##### 2. Les milieux d'activistes

Les activistes Eni se rencontrent principalement dans les milieux suivants:

###### 1) A l'extérieur

Les Tutsi vivant

- en UGANDA, où le QG militaire et politique Eni est installé et d'où s'opèrent ses activités.

.../...

- au ZAIRE, où se trouve un noyau solide Eni au niveau politique et financier;
- en BELGIQUE, où est installé le bureau Eni de coordination en Europe;
- en SUISSE;
- en ALLEMAGNE;
- au CANADA;
- aux USA;
- au BURUNDI, où se trouve la majorité des réfugiés Tutsi, et où le régime politique leur est particulièrement favorable.

Quelques-uns de ces Tutsi sont même parvenus à s'infiltrer dans certains organismes internationaux comme fonctionnaires dont notamment l'OUA, la BAD, l'UNESCO, la CEE, le PHUD et quelques associations de défense des droits de l'homme.

2) A l'intérieur

Les milieux où se rencontrent les extrémistes à l'intérieur du pays:

- les milieux religieux
- les professeurs
- les milieux d'affaires
- les zones des déplacés Tutsi de 1959, plus particulièrement les centres urbains.

III. SITUATION ENNEMIS

\* ORGANISATION POLITIQUE ET MILITAIRE ENI

L'organisation ci-après se limite uniquement aux organes et fonctions supérieurs de l'Eni.

1. Les organes

a. Le congrès

(1) Attributions

- Organe suprême du FPR
- Elabore les lois réglant le FPR
- Définit la politique et les orientations sur tous les aspects de la lutte.

(2) Composition

- Les membres du comité central
  - Les représentants régionaux
  - Les représentants de la RPA
- Le nombre de représentants régionaux et de représentants de la RPA varie en fonction des circonstances au moment de la session du congrès.

b. Le comité central

(1) Attributions

- Remplit toutes les fonctions entre les sessions du congrès.

.../...

- Prend toutes les décisions ou mesures, celles-ci devant être ratifiées, modifiées ou annulées par le congrès à sa plus prochaine session.

(2) Composition

- Le Président du FPR
- Le Vice-président du FPR, en même temps Chef du Haut-Commandement de la RPA
- Les commissaires (ministres)
- Les directeurs
- Les présidents régionaux
- Les membres du Haut Commandement.

c. Le Haut Commandement de la RPA

(1) Attributions

- Responsable de la conduite de la guerre
- Elabore la politique, les programmes et les règlements concernant la RPA, conformément à la ligne politique du FPR.

- Occupe de la planification et des affaires opérationnelles de la RPA.

(2) Composition

- (1) Variable en fonction des circonstances.

d. Le comité exécutif

(1) Attributions

- Est l'organe exécutif du congrès et du comité central
- Exerce les fonctions du comité central quand il n'est pas possible de réunir ce dernier.

(2) Composition

- Le Président du FPR
- Le Vice-Président du FPR et Chef du Haut Commandement
- Le Coordinateur en chef
- Les Commissaires (ministres)
- Les membres du Haut Commandement.

e. Le Comité de nomination

(1) Attributions

- Nomme et contrôle la discipline des Commissaires et Directeurs
- Approuve les nominations et les mesures disciplinaires prises par les commissaires et les directeurs à l'égard de leurs subordonnés.

(2) Composition

- Le Président du FPR
- Le Vice-Président du FPR
- Trois Commissaires désignés par le Président.

.../...

## 2. Les fonctions

### a. Le Président

- Préside les réunions du congrès, du comité central et du comité exécutif
- Coordonne et inspecte les différents organes du FPR
- Coordonne les activités relatives à la guerre, en collaboration avec le Chef du Haut Commandement

### b. Le Vice-Président et Chef du Haut Commandement

- Assiste le Président
- Préside les réunions du Haut Commandement
- Elabore les plans militaires
- Est responsable de la conduite des Ops de la RPA
- En consultation avec le Haut Commandement, procède aux promotions, démissions ou retraits au sein de la RPA.

### c. La Commission politique et de mobilisation populaire

- Elabore les programmes politiques pour la mobilisation populaire
- Organise les programmes d'éducation politique et du plan de développement
- Mobilise les moyens pour l'effort de guerre
- Recherche et mobilise les moyens pour soutenir les familles des combattants, et plus particulièrement les veuves, orphelins et autres cas sociaux.

### d. Commission d'information et de recherche

- Assure la publicité de la lutte dans les mass-média
- Assure la recherche sur tout aspect de la lutte et sur tous les aspects de la société rwandaise.

### e. Commission des affaires économiques

- Organise les programmes d'accomplissement des fonds
- Organise les projets de production pour soutenir la guerre
- Elabore les futurs plans économiques du RWANDA.

### f. Commission pour approvisionnement et la logistique

- Centralise les besoins de la guerre et les satisfait
- Organise le transport et coordonne la logistique.

### g. Commission pour la diplomatie

- Initie et coordonne les activités diplomatiques.

### h. Commission pour les finances

- Reçoit et garde les fonds
- Veille à l'utilisation rationnelle des fonds
- Contrôle tous les fonds du FPR.

..../....

3. Les autorités du FPR

a. Les autorités supérieures

- Président: Colonel KANYARENGWE Alexis
- Vice-Président/Chef du Haut Commandement: LAGAME Paul,  
assisté par:
  - BENON
  - MWUGUTWEYE
  - BISERUKA
  - MUVUNANYAMBO (délé)
  - DODO
  - GASHUMBA
  - KAKA
- Commissaire chargé de la politique et de la mobilisation populaire: RUTAREMARA Tito
- Commissaire chargé de l'information et de la recherche: -
- Commissaire chargé des affaires économiques: NTARE Simon
- Commissaire chargé de l'approvisionnement et de la logistique: Dr RWAMASIRABO Emile
- Commissaire chargé des finances: Mme Aloïsea INYUMBA,  
assistée par: GAEIMA Gérard et MUKAMA
- Commissaire chargé des affaires diplomatiques: MAZIMPAKA Patrick
- Coordinateur en chef du cabinet du Président: MUSONI Protais.

b. Les Directeurs et les assistants

(1) Commission politique et de mobilisation populaire

- Directeur de la mobilisation populaire: NYUMBAYIRE Claver
- Directeur des affaires féminines: BWIZA Jonide,  
assistée de Cécile M.
- Directeur des affaires de la jeunesse: SEMWAGA Angel
- Directeur de la mobilisation du matériel: KAMALI
- Directeur du bien-être social: KARURETWA Teddy assisté  
de UMBERTINI François
- Directeur du recrutement pour l'armée et des partisans  
du FPR: RUDANUSHA
- Directeur de l'éducation politique: NYINAWUMWANA  
Christine.

(2) Commission d'information et de recherche

- Directeur de l'information: KEMANYUKA Oscar
- Directeur de la recherche: KIMENYI Alexandre.

.../...

- (3) Commission des affaires économiques
- Directeur de l'accroissement des fonds: RUJUGIRO
  - Directeur de la production: NEMBITO Emmanuel
  - Directeur de la planification: KAJEGULAKWA
- Assistants: - DR KABAYIZA
- MUBEMAKWERI David
  - SEBATAZI
  - GASANA E.
  - MUGOREWIKYEZA I.
- (4) Commission de l'approvisionnement et de la logistique
- Directeur de l'approvisionnement: KANANURA
  - Directeur du transport et de la coordination: KALIMBA, assisté par MUTENDU.
- (5) Commission de la diplomatie
- Directeur pour AFRIQUE : RVAGASORE
  - Directeur pour EUROPE : BZZENURGU
  - Directeur AMERIQUE du Nord: DUSAIDI.

B. OBJECTIFS, MOYENS ET METHODES ENI

1. Objectif

L'objectif de l'Eni est de prendre le pouvoir au RWANDA et d'y installer un système politique de son choix.

2. Moyens et méthodes de l'Eni

a. Période préparatoire de la guerre

La préparation de la guerre par l'Eni s'est caractérisée par deux actions:

- Action politique
- Action militaire.

La guerre a été préparée minutieusement, depuis longtemps. Cependant, l'activisme Eni s'est accru depuis 1988, après le congrès mondial des réfugiés rwandais tenu en 1987 à SACRAMENTO aux USA.

(1) Action politique

Au cours de la préparation de la guerre, l'action politique Eni a visé trois objectifs:

- sensibiliser l'opinion internationale à la cause Eni
- sensibiliser les milieux des réfugiés Tutsi et ses congénères, y compris certains mécontents du régime
- discréditer à l'extérieur le régime politique rwandais.

(a) Action Eni à l'extérieur

Pour la sensibilisation, l'Eni a multiplié des clubs de rencontre et de réflexion ainsi que des journaux et des associations culturelles. Ces associations ont sensiblement opéré en Europe et en Amérique du Nord (USA et CANADA);

.../...

notamment en organisant des conférences pour attirer l'attention de l'opinion des pays occidentaux sur le sort des réfugiés rwandais et sur la violation des droits de l'homme par le régime politique au RWANDA. Les journaux édités par des associations traitaient surtout de la situation malheureuse des réfugiés et de la mauvaise politique, sous tous ses aspects, du régime rwandais. Parmi ces journaux, l'on peut citer notamment:

- IMPURUZA, édité aux USA
- INKOTANYI, édité en ALLEMAGNE
- LE PATRIOTE, édité au BURUNDI
- RWANDA RW'EJO, édité en UGANDA.

Dans sa campagne de sensibilisation, l'Eni a pu recruter quelques anciennes autorités Hutu et d'autres Hutu mécontents du régime en vue de dissimuler l'étiquette Tutsi de leur politique hégémonique et ainsi gagner des Hutu à sa cause.

Parallèlement à ces activités culturelles, les activistes Eni ont multiplié les visites dans des camps des réfugiés pour les sensibiliser sur leur situation précaire, et que, par conséquent, ils doivent rentrer dans leur pays d'origine par tous les moyens. Finalement, cette action de sensibilisation s'est concrétisée par la création vers la fin des années 70 d'un mouvement politique dénommé "RANU" ou "Rwandese National Union" qui s'est transformé dans la suite en "FPR" ou "Front Patriotique Rwandais".

Par ses actions, l'Eni est parvenu au noyautage des pouvoirs des pays amis spécialement voisins, pour les tourner contre notre pays. Il est aussi parvenu à discréditer le pouvoir en place auprès des pays amis et organismes internationaux bailleurs de fonds, en l'accusant de violation des droits de l'homme et de mauvaise gestion.

(b) Action Eni à l'intérieur

Les activistes Eni à l'extérieur étaient en relation avec les activistes de l'intérieur. Les activistes de l'intérieur ont visé essentiellement deux objectifs:

- sensibiliser et recruter des partisans
- miner le régime politique en place.

Bien que l'on ne puisse pas estimer l'importance des partisans Eni de l'intérieur, l'objectif de sensibilisation et de recrutement a été atteint, et ces actions Eni continuent.                   .../...

Le minage du régime politique, qui a bien réussi, n'est caractérisé par la "paralyse de l'appareil politico-administratif" du pays. Cette paralysie est le résultat de la corruption et de la subordination de certaines autorités politiques, administratives et judiciaires à tous les niveaux.

Pour ce faire, les activistes ont cherché à tout prix à nouer des relations d'amitié avec les autorités en utilisant des cadeaux et en offrant des facilités de participation à leurs sociétés commerciales.

Il suffit d'évoquer quelques noms d'activistes et de leurs entreprises commerciales pour se rendre compte jusqu'à quel niveau les autorités politiques et administratives avaient été "phagocytées". L'on peut citer notamment:

- KAMEGURAKWA Valens avec les entreprises ERP, CORWACO, SONEVI et BACAR
- RWIGARA Assinapol avec ses Etablissements
- MARYAMBERE Silas avec les Entreprises SORECARERWA, SOGERTI, DANIMO, BOFAT, etc...
- SISI Evariste avec ses Etablissements
- SEBERA Antoine
- MAKUZA Bartin avec RWANDA FOAM et AMEGERWA
- MUTANGANA avec VOLTA SUPER
- TOLIKWA
- HYDROBAT, etc...

Les autorités ainsi phagocytées, les activistes ont eu le champ libre pour se livrer à leurs activités sans être inquiétés. En guise d'exemple, ces quelques faits notoires des activistes sont restés impunis, souvent sous la bénédiction de certaines autorités:

- provocation de l'autorité par chantage et propagation de fausses informations dans laquelle MARYAMBERE Silas et KAMEGURAKWA Valens étaient passés maîtres;
- dissipation du patrimoine national, notamment
  - . par des énormes crédits pris dans les banques, non investis sur place et non remboursés;
  - . par la provocation de la faillite des entreprises nationales, i.e. les manœuvres de la CORWACO pour faire tomber la STIR ou de l'ERP pour faire tomber la PETTORWANDA.

.../...

- Attiser les haines interindividuelles et interrégionales;
- Détournement de l'opinion nationale du problème ethnique vers le problème socio-économique entre les riches et les pauvres;
- Interventionnisme dans l'administration publique et dans la justice pour obtenir des faveurs et privilèges au profit de leurs protégés ou partisans.

(2) Action militaire

L'objectif de l'action militaire Eni a consisté dans la constitution d'une force armée de capacité supérieure à celle des FAR, pour être utilisée à la conquête du pouvoir au RWANDA.

Les Rwandais, réfugiés et émigrés ont toujours fait partie des Forces Armées Ugandaises jusqu'aux échelons de commandement, sous tous les régimes politiques qui se sont succédés à KAMPALA (IDI AMIN, OBOTE de retour au pouvoir et MUSEVENI).

Les réfugiés rwandais sont entrés en masse dans la NRA de MUSEVENI en 1982. Dès 1988, avec l'accroissement de l'activisme Eni, le recrutement des Rwandais dans la NRA s'est intensifié avec des recrues qui provenaient principalement des Communes MUVUMBA, NGARAMA, MURAMBI, RUKARA, MUEURA et GITI ainsi que des centres urbains surtout les Villes de KIGALI et KZABISINDU.

En 1990, l'Eni a organisé un banditisme armé au MUTARA à partir de l'UGANDA pour piller et reconnaître la région; jusqu'au déclenchement de la guerre, l'autorité rwandaise croyait à un banditisme ayant pour seul mobile la vol.

Dès Juin 1990, l'Eni a préparé l'installation d'un centre d'instruction militaire à MATHENURA dans la Parc National de l'AZAGERA à l'insu de l'autorité rwandaise.

b. Période de la guerre

Après les préparatifs tels que décrits ci-dessus, le 01/10/1990, l'Eni a lancé une attaque armée contre notre pays à partir de l'UGANDA, en passant par KAGITUMBA, tout en continuant son action politique.

Au déclenchement de la guerre, l'Eni espérait prendre le pouvoir par les armes dans les plus brefs délais. Avec l'évolution de la guerre, l'Eni a constaté l'échec d'une victoire rapide et a changé certaines de ses méthodes. Ainsi au point de vue des moyens et méthodes Eni, l'on peut subdiviser la période de la guerre en deux phases:

- Phase 1: du 01 Octobre 1990 à mi-Avril 1991
- Phase 2: de Avril 1991.

.../...

(1) Première phase

La première phase, au niveau militaire, qui va du 01 Oct 90 jusqu'au début Avril 91, se concrétise par des procédés de combat d'une guerre classique, avec objectif d'occuper le terrain. Au point de vue objectif, cette phase peut être subdivisée en deux étapes:

- Etape 1, du 01 au 30 Octobre 1990
- Etape 2, du début Novembre 1990 à mi-Avril 1991.

(a) Etape 1

La première étape va du 01 Octobre 90, date du déclenchement de la guerre, au 30 Octobre 90, date du refoulement de l'Eni en dehors de notre territoire. Au cours de cette étape, au déclenchement de la guerre, l'Eni comptait sur une victoire rapide; pour l'Eni, c'était une guerre-éclair qui devait le porter au pouvoir sans partage au RWANDA. L'effort Eni était concentré en un seul axe: MUTARA-RWAMAGANA-KIGALI.

L'attaque Eni a été classique avec des gros effectifs et de gros moyens. L'offensive s'effectuait en plusieurs phalanges. Par exemple, pour occuper GABIRO, l'Eni a attaqué avec environ 3.000 hommes en deux phalanges de 1.500 hommes chacune.

(b) Etape 2

La deuxième étape va de début Novembre 1990 à mi-Avr 91. L'Eni a étiré le front, de RUSUMO jusqu'à GISENYI, en espérant que les effectifs réduits des FAR ne permettraient pas d'y faire face. Une partie de l'Eni qui venait d'être refoulée du MUTARA s'est dispersée dans la Parc National de l'AEAGERA. Les Forces Armées Rwandaises ont dû procéder au ratissage de tout le parc.

Le 03 Novembre 1990, l'Eni, tout en maintenant le front du MUTARA, a ouvert le front de BZUMBA, en voulant percer par GATWA et KANIGA.

Au cours de Janvier 91, l'Eni a ouvert le front de RUFENGURI. Il est parvenu à occuper la forêt des volcans et à effectuer le 23 Janvier 1991 un raid dans la Ville de RUFENGURI qui a abouti à l'ouverture de la Prison de RUFENGURI pour libérer et emporter quelques prisonniers politiques.

Au cours de la même période, l'Eni menaçait la Ville de GISENYI à partir du ZAMBE (OCMA, zone des volcans). L'Eni a été délogé complètement des volcans en mi-Avril 1991. Ainsi, il n'occupait aucune portion du territoire national.

.../...

(2) Deuxième phase

La deuxième phase de la guerre qui débute avec la mi-Avr 91, se caractérise par la guérilla et une intoxication plus accrue de l'opinion nationale. Elle correspond, au RWANDA, avec l'avènement du multipartisme, consacré par la promulgation de la Constitution du 10 Juin 1991.

Au cours de cette deuxième phase, l'Eni mène une guerre d'usure, il compte sur le pourrissement politique intérieure et sur l'affaiblissement de l'économie nationale pour parvenir à son objectif. Les méthodes de l'Eni sont bien décrites par des actes suivants:

- harceler les FAR et la population frontalière pour les décourager
- provoquer les FAR à partir de l'UGANDA pour les amener à réagir et entraîner ainsi la riposte de la NRA
- mener une campagne d'intoxication, à travers les journaux
- approcher les FAR pour soutirer des renseignements et les démobiliser. Par la même occasion, essayer d'obtenir des militaires des armes et munitions pour des actions de sabotage et de terrorisme
- infiltrer les partisans Eni au sein des FAR lors des recrutements ou par intoxication
- infiltrer les partis politiques pour les amener à défendre la cause Eni
- attiser les dissensions ethniques et régionales pour aboutir à la guerre civile et aux désordres
- activer le banditisme armé
- créer un vide du pouvoir en recourant aux act. illicites et terroristes visant à l'assassinat des autorités et le renversement des institutions établies
- opérer divers actes de sabotage et d'assassinats.

(3) Les moyens politiques proprement dits

L'Eni a déployé des moyens humains et matériels importants.

(a) Moyens humains

Les hommes se recrutent essentiellement au sein de la diaspora Tutsi où se retrouvent:

- des professeurs d'universités
- des fonctionnaires internationaux
- des grands hommes d'affaires
- des étudiants dans différentes universités du monde.

A cette liste non exhaustive, il faut ajouter les partisans de l'intérieur et les conseillers étrangers.

.../...

(b) Moyens matériels

La plupart des moyens utilisés par l'Eni pour son action politique sont médiatiques:

- radiodiffusion par émetteur propre (Radio MUHABURA)
- la radiodiffusion et la télévision par émetteurs des autres
- les journaux propres
- les journaux financés
- les journaux sympathisants
- les conférences.

A l'intérieur, certains journaux, de par les idées qu'ils développent, sont pro-INKOTANYI, sinon propres à l'Eni, d'autres sont infiltrés ou financés.

A l'extérieur, sont édités beaucoup de journaux propres à l'Eni ou pro-INKOTANYI, de par les idées qu'ils véhiculent.

(4) Moyens militaires militaires proprement dits

(a) Moyens humains

Au déclenchement de la guerre, l'Eni était estimé à environ 10.000 hommes, composés de militaires issus de la NRA et de recrues hâtivement formées à KAMUKEMURA. Les deux premiers mois, l'Eni a subi des pertes importantes et a récupéré le centre d'instruction militaire de KAMUKEMURA pour former de nouveaux militaires. Ainsi les recrues ont commencé à affluer de plusieurs pays, et particulièrement de la TANZANIE, du BURUNDI et du ZAIRE. Malgré ce recrutement, les effectifs ont continué à diminuer jusqu'à sept bataillons. Les effectifs viennent d'être relevés à treize bataillons. Au début, un bataillon comptait environ 450 hommes. Actuellement un bataillon compte de 200 à 300 hommes environ.

Au début des hostilités, la formation militaire et politique des hommes était élevée. Actuellement, cette formation est au rabais. La discipline est maintenue plus par la force que par motivation.

(c) Moyens matériels

(1) Armement

- Fusils MALACHNIKOV comme armes individuelles
- Machine Gun
- CGR, 57, 75 et 82 mm
- M1 quadruples
- Eclats 37 mm
- LR multiple 107 mm (KAMUKEMURA)
- LR individuelles
- Missiles Sol-air (SAM 7)
- Mor 60 et 82 mm
- Mines ATK, de fabrication belge et russe.

Dans la suite l'Eni a utilisé:

- Mor 120 mm
- M1 14,5 mm, quadruples
- M1 12,7 mm

L'Eni dispose aussi des appareils de vis avec lentilles-  
flecteurs de précision.

(ii) Charroi

L'Eni utilise les véhicules de la NPA, des participants  
civils et des autres civils mandala près de Koma.

(iii) Transmissions

Comme moyens de transmissions, l'Eni utilise des:

- radio E/R de type SACAL
- talkies-walkies, programmables, de différentes  
provenances (Italie, Chine, Grande Bretagne, Japon,...)
- stations fixes des missions religieuses et entreprises  
privées de ses participants.

(iv) Divers

- jumelles à gros agrandissement
- chargeurs de batterie avec groupes électrogènes
- kit de matériel de réparation des radios.

3. Sources de financement Eni

L'Eni tire le financement de ses activités de diverses sources:

- cotisations individuelles, en espèces ou en nature des participants
- financement collectif, par les bénéfices d'entreprises  
commerciales créées à cette fin
- ventes de stupéfiants
- vente des biens de
- Reux monétaires
- pillage des biens de la population
- vol dans des banques et autres entreprises
- recours aux ordres pour les détourner de leur destination
- organisation de manifestations culturelles, notamment  
de type des monétaires
- contributions, notamment de l'ORGAN, du MIRA et  
organisations étrangères.

C. APUI ET FAIBLESSES DE L'ENI

1. Les atouts

a. Atouts politiques de l'Eni

- Appui inconditionnel du Gouvernement Ugandais et Burundais
- Infiltration de la diaspora Tutsi dans les milieux étrangers,  
surtout occidentaux, d'où facilité de manipulation de  
l'opinion internationale
- Appui de multipartisme en ZAIRE, au KATANGA et au  
dans la mesure où il provoquerait des dissensions

.../...

- Même volonté politique avec une même idéologie politique qu'est l'hégémonie Tutsi
- Domination de la presse intérieure
- Exploitation des dissensions régionalistes au RWANDA
- Domination des milieux religieux
- Accès facile aux documents officiels rwandais, même secrets, suite à la présence des partisans Eni dans toute l'administration publique
- Présence des partisans Eni dans les différents partis politiques
- Succès de la guérilla à renverser les régimes politiques dans différents pays africains, ce qui renforce la motivation de l'Eni
- Prédominance des partisans Eni dans les milieux d'affaires
- Conscience de l'opinion internationale sur le retour des réfugiés dans leurs pays d'origine.

Les plus importants des atouts Eni sont:

- l'appui inconditionnel du Gouvernement Ugandais
- les dissensions intérieures au RWANDA
- la présence des partisans Eni dans les partis politiques et dans l'administration publique.

b. Atouts militaires de l'Eni

- Appui inconditionnel de la NRA
- Inaccessibilité du sanctuaire Eni situé en UGANDA
- Initiative dans les actions militaires
- Non nécessité de gros effectifs pour opérer
- Large possibilité de recrutement (i.e. en UGANDA, BURUNDI et TANZANIE)
- Sauvegarde facile du moral des troupes, les parties n'affectent pas beaucoup les hommes du fait qu'ils ne se connaissent pas
- Sauvegarde facile du secret, du fait que les hommes ne se connaissent pas entre eux
- Entretien peu onéreux des troupes
- Pas de devoirs moraux des Chefs envers leurs subalternes
- Gamme large de formations spécialisées dans la guérilla; l'Eni fait appel à plus de procédés de combats
- Réseau de renseignement extérieur et intérieur peu coûteux et efficace
- Configuration du terrain favorable à certains endroits et meilleure connaissance du terrain, surtout au MUTARA
- Population favorable, surtout au MUTARA, de part et d'autre de la frontière.

Les atouts militaires de l'Eni importants restent:

- l'appui inconditionnel de la NRA, et
- l'inaccessibilité du sanctuaire Eni situé en UGANDA.

.../...

## 2. Les faiblesses de l'Eni

### a. Faiblesses politiques

- Hostilité de la majorité de la population rwandaise et ugandaise
- Dépendance accrue au régime de MUSEVENI
- Massacre de la population civile
- Contradiction entre les objectifs déclarés et les actions menées.

A titre de rappel, l'Eni au déclenchement de la guerre, exprimait sa volonté d'instaurer la démocratie au RWANDA et résoudre le problème des réfugiés rwandais. Les actions prouvent plutôt le contraire.

La faiblesse Eni la plus importante reste l'hostilité de la majorité de la population rwandaise et ugandaise.

### b. Faiblesses militaires

- Effectifs et moyens matériels réduits
- Formation militaire tronquée
- Manque de cohésion suite à l'hétérogénéité des hommes
- Discipline et motivation en baisse
- Consommation de la drogue
- Recours à la sorcellerie
- Hostilité de la majorité de la population ugandaise et rwandaise.

Les faiblesses les plus importantes sont:

- Les effectifs et moyens matériels réduits
- L'hostilité de la majorité de la population ugandaise et rwandaise.

## IV. SITUATION ANIE

### A. SITUATION POLITIQUE

#### 1. Avant le déclenchement de la guerre

- A la veille de la guerre, la situation politique dans le pays était marquée par la paralysie de l'appareil administratif et <sup>politique</sup> ~~publique~~ suite à la subornation et la corruption. En effet, dans le cadre de la préparation de la guerre, les milieux d'affaires <sup>politique</sup> ~~publique~~ ont sciemment phagocyté et aveuglé les autorités par des cadeaux divers pour ensuite intervenir dans l'administration publique (interventionnisme dans la nomination des cadres et dans le travail des fonctionnaires de l'Etat). Ces manoeuvres n'ont pas été malheureusement démasquées. Les cas de MAJYAMBE Bilas et KAJEGUHAKWA Valens, SIBI Evariste, RWIGARA Assinapol MUTANGANA sont cités comme exemples.

.../...

- Certaines autorités étaient devenues irresponsables et impuissantes et d'autres faisaient objet de provocation par des extrémistes Tutsi. Le cas de KAJEQUHAKWA Valens avec le scandale de GISENYI est le plus flagrant.
- Le problème de régionalisme est attisé en exploitant certains faits fortuits; c'est ainsi que certains accidents mortels étaient interprétés comme des assassinats politiques.
- Les manœuvres sournoises de tourner le peuple contre le pouvoir avaient été amorcées. Les déclarations de KAJEQUHAKWA sur les catégories sociales à savoir les riches et les pauvres ne visaient que ce but.
- L'éclosion du multipartisme dans le pays lors de la déclaration du Président de la République le 05 Juillet 90 avait provoqué des réactions tièdes de libéralisme politique.
- Le trop de confiance dans la politique de bon voisinage et surtout la promesse de NUSOROZI sur l'impossibilité d'une attaque des réfugiés Tutsi à partir de l'UGANDA a conduit au manque de prévoyance et de clairvoyance malgré le climat d'insécurité sur la frontière commune, notamment au MUTARA.
- La visite du Pape JEAN PAUL II au début du mois de Septembre 1990 avait provoqué des rumeurs d'infiltration des réfugiés, ce malaise a subsisté jusqu'à la veille de la guerre.
- L'économie du pays dominée par les hommes d'affaires Tutsi était très chancelante. Cette situation économique précaire a été aggravée par des faillites et banqueroutes simulées des entreprises, et le sabotage des entreprises par des associations tutsi (COMWACO, ICA, BANQUE, etc...). Ces manœuvres leur ont permis de transformer leurs avoirs à l'étranger.
- Les contacts avec l'étranger étaient devenus plus faciles :
  - au développement du téléphone, télex et fax
  - à la facilité d'obtenir les documents de voyage (passaports, la carte de la CEPGL);
  - à la liaison KINSHASA-KAMPALA par Bus.
- A la veille de la guerre, le Gouvernement a alerté sur les conditions de sécurité et les risques pour les réfugiés des réfugiés. Les négociations ont été en bon train pour le règlement de ce problème. Une visite des réfugiés dans le pays avait permis au mois d'octobre 90 pour se rendre compte de la situation réelle des réfugiés dans le pays. Les négociations ont été en bon train et les réfugiés ont pu rentrer dans le pays.

## 2. Evolution

### a. Première phase: Du 01 Oct 90 à mi-Avril 91

- Au moment du déclenchement de la guerre, le Président de la République était en visite aux USA. Le Gouvernement n'a pas pu être actionné pour arrêter les mesures urgentes. C'était la confusion totale. Aucune déclaration officielle par les hautes autorités pour informer le peuple et le monde sur cette attaque. Il a fallu le retour du Président de la République le 03 Oct 90 pour tranquilliser un peu la population.
- Un climat de panique est créé dans le pays surtout par la guerre psychologique savamment orchestrée par l'Eni.
- L'autorité sut limiter à temps les débordements à l'intérieur du pays qui risquait une guerre civile. La population est mobilisée derrière ses FAR pour défendre le pays.
- Le marathon diplomatique effectué à l'étranger par le Président de la République pour expliquer la situation et demander l'aide pour faire face à l'agression. La BELGIQUE partenaire privilégié de notre pays refuse de nous approvisionner et d'honorer même la commande de munitions passée avant la guerre.
- Le RWANDA prône les négociations pour régler le conflit et le problème des réfugiés.
- Couverture vers l'EGYPTE et l'AFRIQUE DU SUD pour l'approvisionnement du matériel de guerre.
- Le SCR et même nos Ambassades s'avèrent inefficaces.
- Les efforts déployés ont abouti au changement d'attitude des pays étrangers envers notre pays.
- Le programme d'ajustement structurel démarre
- Les négociations pour l'arrêt des hostilités se poursuivent.

### b. Deuxième phase: De mi-Avril 91 jusqu'à aujourd'hui

- Le RWANDA invite nos agresseurs de déposer les armes et à participer aux débats démocratiques.
- Les conditions économiques ne se sont pas améliorées malgré le PAU. Elles continuent à se détériorer surtout à cause de la guerre.
- Pendant cette période de transition, on assiste à la dilution de l'autorité au profit des leaders des partis politiques naissants.

.../...

La paralysie de l'appareil administratif et politique devient flagrante. L'appareil judiciaire est devenu impuissant devant la montée inquiétante de la criminalité et de la subversion.

## B. LA SITUATION MILITAIRE

### 1. Avant le déclenchement de la guerre

#### a. Organisation des FAR

Les FAR étaient généralement mal préparées:

- Politique de défense mal définie et stratégie inexistante ont conduit au manque de clairvoyance et prévoyance.

La structure de Comdt inadaptée et déficiente: l'organe de coordination interforce n'existait pas d'où manque d'unité de Comdt. En effet, les échelons Cabinet MINADEP, EM AR, EM Gd N sont parallèles. Le BEGEDEF et les deux Chefs d'Etat-Majors Adjoints se réfèrent au Président de la République en même temps Chef EM AR-EM Gd N et Ministre de la Défense Nationale qui n'a pas un organe de coordination au niveau interforce.

Les relations entre le BEGEDEF et les deux Chefs EM Adjts marquées par la discordie ont aggravé la paralysie du système. Ces trois personnalités qui exercent depuis longtemps ces mêmes fonctions ne parlent pas le même langage de façon que, même les réunions se terminent souvent en queues de poisson et quelquefois par des disputes. Cette situation a créé un blocage dans le système de façon que le développement des FAR a été compromis. Dans ce climat les organes du Haut Comdt des FAR ne pouvaient pas évoluer; la cohésion et la coopération ne pouvaient pas être assurées entre les deux forces et aux bas échelons.

La fuite de responsabilité par les trois autorités était souvent remarquée. Elle était favorisée par la situation permanente d'adjoint sans droit de signature propre. Le Ministre de la Défense Nationale devait supporter les conséquences de cette situation, et dans tous les cas, les subalternes en étaient des boucs-émissaires.

- Le manque de créativité et d'innovation dans l'organisation.
- L'organisation des moyens humains et matériels était déficiente et la doctrine d'emploi des unités inexistante.
- La dissuasion était le moindre des soucis du Gouvernement.

.../...

b. Les moyens

- Les effectifs, y compris le cadre étaient trop insuffisants
- Les structures de Comdt non adaptées à la guerre
- Le personnel mal préparé à la guerre (pas de préparation psychologique et technique, pas de motivation à la guerre)
- L'entraînement était quasi nul sauf dans quelques unités. Certaines unités avaient privilégié les TCD à l'entraînement. Les dépenses d'entraînement n'étaient plus acceptées
- (il n'y avait plus de munitions d'exercice, même dans les Ecoles et CI).
- Les moyens matériels étaient insuffisants et obsolètes (Arm et munitions, Tpt, Tr, etc...).

2. Evolution

a. Première phase: Du 01 Oct 90 à la mi-Avril 91

(1) Première étape: Du 01 au 30 Octobre 1990

- Au déclenchement de la guerre, les FAR ne pouvaient pas opérer des miracles. Mal préparées et surprises par l'attaque du 01 Oct 90, elles ne pouvaient pas éviter le cafouillage et la guerre psychologique. Eni ce qui a encore aggravé la situation.
- A l'absence du Comd en Chef des FAR, les hauts responsables militaires dans leur ambiance habituelle ne pouvaient pas se choisir facilement un Chef. C'est ainsi que le Chef de la Sécurité Présidentielle a dirigé certaines réunions de coordination pour organiser la contre-attaque. Ce compromis n'était évidemment pas classique ni efficace, preuve d'une structure inadaptée.
- La panique généralisée au début de la guerre montre le manque de préparation des unités et des Comdants de Comdt.
- Après plusieurs tentatives de briser l'attaque en masse (tactique conventionnelle), les FAR ont pu arracher l'initiative à l'Eni par la prise de RYABEGA le 23/10/90.
- Le 30 Oct 90, par la prise de KAGITUMBA l'Eni est rejeté à l'extérieur sauf les éléments infiltrés dans le Parc National de l'ACAGERA.
- Pendant cette étape, le Rens sur l'Eni a fait complètement défaut. Le service de renseignement s'est avéré très inefficace. Pour cela, la conduite de la guerre est menée au jour le jour et les Comd Sect Ops n'ont pas de liberté d'initiative vis-à-vis de la Direction des OFS.

.../...

(2) Deuxième étape: Du 01 Nov 90 à la mi-Avril 91

- L'Eni rejeté à l'extérieur ouvre le front de BYUMBA et NYHENGARI
- Les recrutements en masse débutés au mois d'Oct 1990 ne poursuivent. Les effectifs augmentent considérablement ainsi que les moyens matériels (Arms, munitions, Tr, et autres Eopt)
- Les FAR mettent en échec les tentatives Eni dans les secteurs et l'Eni infiltré dans le Parc National de l'AKAGERA est complètement détruit. La tactique conventionnelle utilisée reste efficace.
- Le service de renseignement reste cependant inefficace.
- La guerre psychologique (la guerre médiatique et la formation politique) est reléguée au second plan depuis le début de la guerre.

b. Deuxième phase: De mi-Avril 91 jusqu'à aujourd'hui

(1) L'organisation des FAR

- La structure de Comdt reste inadaptée et inefficace. La paralysie évoquée ci-dessus subsiste. L'organe de coordination n'existe pas. Aucune des autorités parallèles (le Ministre à la Présidence chargé de la Défense et de la Sécurité, le SEGEDEF, le Chef EM AR Adjt et le Chef EM Gd N Adjt) ne veut prendre les responsabilités. Le refus des autorités habilitées de signer le Communiqué de la Direction des Ops sur la nouvelle stratégie de l'Eni et le Communiqué sanctionnant la réunion des Offr du 04 Décembre 91 en constitue un exemple éloquent.
- Le climat politique actuel lié au multipartisme risque d'aggraver cette situation de fuite de responsabilité.

(2) Les moyens actuels

(a) Moyens humains

- Les effectifs sont plus ou moins suffisants
- Les hommes ont acquis l'expérience au combat
- La motivation est plus grande malgré l'indiscipline
- L'encadrement a augmenté en quantité mais la qualité laisse à désirer, surtout au niveau Cie, Pl et Section.

(b) Moyens matériels

- Les moyens matériels sont améliorés mais les besoins subsistent.

(c) Méthodes

- Les procédés tactiques restent conventionnels, alors que l'Eni mène la guérilla.
- Le Reni sur l'Eni reste fragmentaire et insuffisant.

.../...

- La planification des Ops s'améliore, l'initiative est acquise au niveau du Soet Ops.
- L'information sur la guerre n'est pas suffisante au point que certains milieux croient que la guerre est terminée.

### C. LES ATOUTS ET FAIBLESSES

#### 1. Les atouts

##### a. Atouts politiques

- Le processus démocratique en cours, dans la mesure où il n'accroît les dissensions internes.
- La population est en grande majorité favorable.
- Le Président de la République est crédible à l'intérieur et à l'extérieur.
- Les voies de communications sont développées (Téléphone, Télec, Fax, Routes, Voie aérienne à partir de l'Aéroport International Grégoire KAYIBANDA, Postes).
- Parc automobile tant privé que de l'Etat important.

##### b. Atouts militaires

- La cohésion au sein des FAR est plus grande. Les dissensions régionales se sont dissipées avec la guerre.
- L'existence des cadres militaires formés ainsi que l'homogénéité de la formation de base.
- Le perfectionnement du cadre militaire à l'ESM et à l'étranger.

#### 2. Les faiblesses

##### a. Les faiblesses politiques

- La politique de l'équilibre se fait au détriment de la sécurité. Certaines personnes se voient confier des responsabilités sans tenir compte de leur qualité civiques et morales ni de leur expérience et des tâches.
- Les dissensions intérieures pour diverses raisons (ethniques, régionales et politiques).
- La dilution du pouvoir pendant cette période de transition.
- La paralysie de l'appareil judiciaire.
- L'inefficacité des services de renseignements.
- Le manque d'agressivité dans l'action diplomatique.
- Le manque d'instrument juridique adéquat régissant l'état de siège. La loi actuelle devait se référer au décret du 20 Octobre 1959 (Décret d'Etat d'exception).
- Le manque de stratégies pour mener la guerre psychologique, surtout pour lutter contre l'intoxication et la désinformation de la population.

b. Failles militaires

- Structure du Comdt inadéquate (manque d'organe de coordination).
- Perte de responsabilité par certains hauts responsables.
- Centralisation exagérée du système: L'organisation des unités avec le Comdt hiérarchisé aurait allégé le travail des EM.
- Le haut cadre militaire n'a pas profité des possibilités de perfectionnement par la formation. Les cours de formation continue à l'EM (COS et CCS) ont été longtemps torpillés et quand ils ont démarré, ils n'ont pas été valorisés.
- La frustration du personnel:
  - Le conflit des idées entre certains hauts responsables et les cadres spécialisés conduit au blocage des initiatives, innovations et créativité.
  - Le respect de la chaîne de Comdt n'est pas toujours de rigueur. Ce court-circuit est source de frustration et de méfiance dans certains services.
  - Les dossiers ayant fait l'objet de longues discussions en commissions et réunions ne connaissent pas de positions finales.
- Les relations de subordination mal définies et la position administrative du personnel surtout le cadre dans les unités est mal définie. A titre d'exemple, la mise en Renfort prolongée du cadre dans les unités en Post Ops rend difficile la gestion et l'autorité du Comdt concerné est compromise.
- L'ignorance de mener le combat psychologique.
- L'indiscipline des militaires qui gagne du terrain suite au manque de rigueur de la justice militaire et civile.
- L'incapacité des jeunes cadres à faire régner l'ordre et la discipline et de bien conduire les hommes au combat, suite à l'inexpérience et à la formation insuffisante.
- L'ignorance de mener le combat psychologique et l'absence de mesures de prévention pour protéger les hommes contre les tentées subversives Eni.
- L'insubordination Eni et la présence des éléments incivils au sein de l'AR, facilités par les recrutements massifs.
- La démission du secret et la collaboration avec les journaux tendancieux.

.../...

- L'absence du cadre juridique de l'action des FNU; organisation de la défense nationale, organisation des FAR, la mise en application de la loi sur l'état d'exception. Les réquisitions et la MROP.

V. ENSEIGNEMENT DE LA GUERRE

Après plus d'une année en guerre, quelques enseignements, d'ordre politique et militaire, peuvent déjà être tirés.

A. LES ENSEIGNEMENTS D'ORDRE POLITIQUE

- La cohésion de la population est indispensable pour gagner la guerre;
- L'appartenance à une même ethnie, même majoritaire n'est pas une garantie de réussite politique ni de cohésion interne;
- La diaspora rwandaise, essentiellement les réfugiés, constitue une menace permanente contre la sécurité du pays;
- La diplomatie ne suffit pas à elle seule pour prévenir une guerre, une dissuasion crédible et nécessaire;
- La ~~général~~ d'une guerre nécessite un gouvernement fort, avec suffisamment de crédibilité à l'intérieur et à l'extérieur;
- La nécessité d'un organe permanent, au niveau gouvernemental, chargé des problèmes de défense;
- La nécessité d'une économie forte pour soutenir l'effort de guerre;
- La nécessité d'un organe politique d'information et de propagande;

B. LES ENSEIGNEMENTS D'ORDRE MILITAIRE

- Nécessité de gros effectifs pour la défense du pays;
- Nécessité d'un Etat-Major Général pour la coordination des forces et d'un Commandement Interforces des opérations militaires;
- Nécessité des structures de commandement adéquates avec suffisamment de décentralisation;
- Rôle important de la population dans la défense du pays et nécessité de son organisation pour son auto-défense;
- Nécessité d'une concertation plus accrue entre les autorités civiles et militaires;
- Nécessité d'un système adéquat de renseignements intérieurs et extérieurs doté d'un organe de centralisation et de direction de l'effort de recherche;
- Nécessité de l'organisation opérationnelle et de l'entraînement réguliers des réservistes.

.../...

VII. RECOMMANDATIONS

A. RECOMMANDATIONS D'ORDRE POLITIQUE

- Mise en place rapide d'un Gouvernement de transition crédible et organisation des élections dans les meilleurs délais;
- Prendre des mesures politico-administratives pour apaiser les dissensions de tous genres au sein de la population, notamment par la répartition équitable du patrimoine national;
- Chercher les voies et moyens pour résoudre rapidement et définitivement le problème des réfugiés;
- Adopter pour la diaspora rwandaise une stratégie susceptible de favoriser son installation définitive dans les pays d'accueil;
- Mettre en place un organe permanent, au niveau gouvernemental chargé des problèmes de défense;
- Combattre le clientélisme et l'affairisme dans l'administration publique;
- S'assurer périodiquement de la moralité et de l'aptitude professionnelle des hauts fonctionnaires de l'Etat, en menant les enquêtes de moralité et en leur assurant une formation permanente;
- Renforcer la sensibilisation de la population dans la lutte contre les INYENZI-IMKOTANYI;
- Décourager la criminalité par le renforcement des mesures préventives et une action répressive sévère;
- Redynamiser l'appareil judiciaire, surtout par la réforme et l'épuration des Parquets ainsi que la lutte contre l'interventionnisme de certaines autorités et hommes d'affaires dans la justice;
- Censurer les journaux et poursuivre en justice les auteurs des articles pro-Fni;
- Mettre en place un organe politique d'information et de propagande;
- Favoriser et faciliter l'accès des Rwandais dans des organismes internationaux;
- Affecter du personnel compétent dans les Ambassades Rwandaises;
- Rôler le rôle en place du cadre juridique en matière de défense, notamment les textes législatifs sur les réquisitions, la maintien de l'ordre, l'état d'exception, l'organisation de la défense nationale et des Forces Armées Rwandaises.

.../...

7. RECOMMANDATIONS D'ORDRE MILITAIRE

1. Domaine G1

- a. Remplacement des pertes subies en personnel et constitution d'une réserve générale, et d'une réserve par Secteur Ops.
- b. Assainissement de la gestion du personnel, notamment par:
  - la décentralisation de la gestion du personnel pour débarrasser les EM des forces de certaines tâches administratives;
  - le renforcement du personnel administratif au niveau du Commandement des Secteurs Ops;
  - la mise en place d'un minimum de personnel administratif au niveau des bataillons, notamment en affectant au moins un S1-S4 et un S2-S3 à chaque bataillon.
- c. Renforcement de la discipline et de la justice militaire
  - Mise en place, au niveau des EM des forces, d'un service chargé de la discipline et de la justice militaire;
  - Création, au niveau des EM de Sect Ops, d'une cellule chargée de la discipline et de la justice militaire;
  - Création d'un détachement PM d'environ une Cie au niveau de chaque Secteur Ops, le cadre Offr et SOfr devant revêtir la qualité d'OPJ;
  - Création d'un Auditorat militaire, pour assurer l'instruction rapide et efficace des dossiers judiciaires des militaires;
  - Création des prisons militaires, pour éviter de mélanger les détenus militaires avec divers criminels.
- d. Définition d'une doctrine d'emploi du personnel, en exploitant rationnellement le personnel selon les qualifications et en favorisant la rotation.
- e. Dégagement des unités Gd M des opérations de combat pour s'occuper de la sécurité intérieure qui est fortement menacée.

2. Domaine G2

- a. Intensifier le réseau de renseignement militaire et lui doter de moyens financiers et matériels conséquents.
  - (1) Renseignements extérieurs
    - Affectation des agents militairement formés dans les ambassades, essentiellement dans les pays d'Afrique y compris le URSS;
    - Affectation des agents militairement formés aux des postes frontaliers, notamment douaniers et de l'immigration, avec des consignes précises de recherche de renseignement militaire.

.../...

- Faciliter les agents des services de renseignements militaires l'accès à l'étranger, en les associant notamment aux missions officielles à l'extérieur.

(2) Renseignements intérieurs

- Formation dans les Ecoles et CI et sensibilisation du personnel pour la collecte et la transmission des informations.
- Protection du personnel contre les menées subversives Eaf.

(3) Renseignements tactiques

- Formation du personnel au niveau des unités pour la recherche et la transmission du renseignement;
- Sensibilisation des unités en ligne pour la recherche et la transmission du renseignement.

(4) Traitement des informations militaires

- Création d'un organe de centralisation et de traitement des informations.

b. Traitement des informations au niveau national

- Mise en place d'un centre (ou service) de traitement des informations, au niveau national, émanant de tous les services de sécurité, civils et militaires.

c. La guerre psychologique

Cette guerre étant essentiellement médiatique, il faut:

- Planifier la guerre médiatique;
- Responsabiliser les Chefs à tous les niveaux;
- Entretenir des relations suivies avec la presse et les leaders d'opinion;
- Informer régulièrement les grands commandements militaires sur ce qui se passe dans le pays;
- Donner une formation journalistique aux Officiers SOFPA qui doivent être régulièrement en relations avec la presse;
- Exploiter utilement la Radio, et particulièrement la chronique des FAR, ainsi que le journal "LA VIE NOIRE DES FAR";
- Financer ou acheter quelques journaux privés;
- Créer ou financer quelques groupes d'opinion privés;
- Se préparer à exploiter prochainement la télévision, en formant en conséquence le personnel militaire;
- Donner plus d'autonomie d'action au service du MINAREF chargé de l'information, avec les moyens nécessaires pour mener la guerre médiatique.

.../...

### 3. Domaine G3

#### a. Organisation

##### (1) Commandement des FAR

- Création d'un EM Général pour la coordination des Forces;
- Création d'un Comdt Interforce des Ops Militaires.

##### (2) Organisation territoriale de la défense

- Détermination des Régions militaires et répartition des unités dans ces régions;
- Découpage des Secteurs Ops, en fonction de la configuration du terrain.

##### (3) Déarticulation des forces

- Détermination des échelons tactiques: Grupper les Cie en Bn, les Bn en Bde, et, éventuellement Les Bde en Div, et mettre en place leur Comdt respectif; ce qui est de nature à favoriser la coordination et l'émulation des unités;
- Compléter les EM des Sect Ops et affecter à chaque Bn au moins un S1-S4 et un S2-S3;
- Standardisation de l'organisation et des moyens des unités de même échelon avec des mêmes missions;
- Création d'une unité CRAP au niveau de chaque Sect Ops.

##### (4) Collaboration directe et fréquente entre Sect Ops pour une meilleure coordination de leurs activités.

#### b. Instruction et entraînement

- Poursuite de l'instruction des hommes et l'entraînement des unités, même au front, en insistant surtout sur le travail de nuit, le tir, le travail de petites unités, l'emploi des zones d'appui, l'observation Ais, la désignation des objectifs et le travail de l'infanterie avec Hélic; privilégier le recyclage des cadres, de préférence par Bn, en utilisant notamment le cadre expérimenté des unités de réserve.
- Poursuite de la formation professionnelle pour la Gd N et spécialisée pour l'AR.
- Réviser la formation OPI des Offr et SOifr 2<sup>e</sup> pour s'occuper de la discipline et justice militaires.
- Reprogrammer la formation Commande.
- Amélioration de la formation des jeunes cadres (Offr et SOifr), et leur programmer les recyclages et le perfectionnement à l'ESM et FSO, affectation dans ces écoles des instructeurs compétents.
- Revoir le programme de formation FSO nouvelle formule, car inadéquats à la situation d'urgence, coûteuse, aux résultats incertains. Revoir aussi le programme de formation des Officiers.

c. Transmissions

- Relier par Fax les Comds Sect Ops à la Direction des Ops;
- Envisager les possibilités techniques de programmation des radio Z/R;
- Eviter la diffusion abusive des MEG;
- Renforcer les mesures de préservation du secret militaires;

d. Amélioration des procédés tactiques

- Privilégier la guerre de mouvement à la guerre de position;
- Occupation d'un éventail de positions et prévoir plusieurs points d'appui;
- Privilégier les actions spéciales (embuscades, contre-infiltration, etc...);
- Adapter les formations en progression vers l'Eni. Dans la progression vers l'Eni, il faut manoeuvrer, prendre les mesures de sécurité et constituer une réserve;
- Dans l'emploi des armes d'appui, les demandes de feu doivent tenir compte de l'économie, de l'efficacité et de la sécurité;
- Respect du camouflage;
- Amélioration du tir.

4. Domaine G4

- Renouvellement du charroi, surtout de combat;
- Pour l'acquisition du charroi pour Tpt troupes, favoriser les Ctte, moins chères, à la place des CAPE;
- Acquisition de l'Armé d'appui en fonction de la menace potentielle; considérer par exemple que l'UGANDA dispose des organes de Staline (IR multiple) BM 21 de 40 Km de portée;
- Compléter l'armement d'appui Bn et Cia;
- Amélioration de la défense AA, en constituant au moins une Bie de missiles sol-air type SAM 16, de 5000 m de portée;
- Constitution d'une Bie AO par Sect Ops;
- Mettre dans l'air 1000 des Mor 100 en lignes de la B. 100 actuelle au niveau Secteur Cnd et les remplacer par des rayons;
- Acquisition des moyens de véhicules nocturnes et des véhicules performants;
- Acquisition des armes individuelles et collectives de réserve;
- Augmenter les effectifs d'habillement et d'équipement.